

RÉFORME DES ALLOCATIONS SOCIALES : on connaissait le minimum vieillesse, allons-nous vers un maximum pauvreté ?

Le Premier Ministre Sébastien Lecornu a annoncé mi-novembre 2025 **la mise en place d'une allocation sociale unique par « projet de loi rapide »**. Une mesure de « bon sens » pour faciliter les démarches administratives et lutter contre le non-recours aux aides. Cependant, pour nous, elle sera un signe de régression sociale, et mettra un peu plus le pied dans l'utilisation des pauvres pour diminuer les dépenses de l'État français.

Demandée par la droite, portée par Lecornu -----

Cette loi a été pensée par Les Républicains (LR). S'ils ont perdu les élections législatives de 2024, ils sont encore très implantés au Sénat et dans les collectivités territoriales, donc le couple Macron/Lecornu en a besoin pour faire marcher sa politique sans se faire censurer !

Laurent Wauquiez, un des chefs de LR, **a annoncé en janvier qu'ils voulaient une loi pour une allocation sociale unique plafonnée à 70 % du SMIC**. Le SMIC étant à 1426€, ça fait **998€ maximum**. Pour leur faire plaisir, Lecornu a annoncé un projet de loi pour **une allocation qui fusionnerait RSA, prime d'activité et allocation de logement**.

Le problème : une femme seule au RSA avec 2 enfants peut toucher déjà plus de 1000€. Une personne qui fait des petits boulots peut toucher de la prime d'activité, du RSA, et des allocations de logement, en cumulé, plus de 1000€. **Prétendre « lutter contre l'assistanat » et s'attaquer directement au portefeuille de ceux et celles qui triment pour satisfaire des partis politiques, c'est dégueulasse !**

La suite de la réforme du RSA (loi Plein Emploi) -----

Le « **Revenu universel d'activité** » est expérimenté en France depuis 2019. Les bilans de cette expérimentation préconisent une unification plutôt qu'une fusion des allocs. Rien ne garantit que d'autres allocations seraient aussi amalgamées (ASPA, ASS, AAH...) dans une allocation sociale unique. Le projet final, c'est de **nous imposer un maximum pauvreté !**

Ce projet se télescope avec la **Loi Plein Emploi de 2023**. C'est celle qui impose **l'inscription des allocataires du RSA à France Travail**, et qui force à **faire 15h d'activité hebdomadaire pour toucher 568€**. Des associations de lutte contre les inégalités ont fait leur propre bilan : **le taux de non-recours aux prestations sociales augmente de 10 % avec la réforme Plein Emploi** (de 30 % à 40%). Elles ont porté plainte pour contrôles humiliants des allocataires. Avec l'allocation sociale unique, rien ne nous garantit que les conditions pour son obtention ne s'aligneront pas sur les conditions du RSA « rénové ».

Le Nord, terre historique de la violence -----

On connaît le **Nord** pour ses mines de charbon, pour ses usines industrielles, mais aussi et surtout pour **son chômage et sa pauvreté**. Le premier département de France abrite 90.000 allocataires du RSA pour 2,6M d'habitantes, et se doit d'être à l'avant-garde de la répression des allocataires. **Dès 2016, le Département du Nord sanctionnait ses allocataires du RSA pour non-inscription à Pôle Emploi, hop 100€ de moins !** Macron a fait généraliser cette répression des pauvres avec la Loi Plein Emploi, partout en France désormais. Christian Poiret, président du département du Nord et aussi membre LR, passe sa vie à dire que les pauvres coûtent trop cher et qu'ils ne branlent rien.

Dans ses **Maisons Nord Emploi**, les « **coachs emploi** » nous tyrannisent et imposent une **participation forcée aux activités abrutissantes** (création de CV, stage de « savoir-être », apprentissage de l'utilisation de l'IA pour trouver un travail), ou ils tentent de **nous faire renoncer au RSA, qu'ils présentent comme un cadeau**.

Se lever tôt, pour taper fort -----

Les précaires se mobilisent peu, et le gouvernement le sait très bien. **Quand on est en mode survie, c'est pas facile d'aller quémander de meilleurs droits**. Pourtant, alors que le projet de loi n'est même pas encore déposé par Lecomte, **il est déjà temps de se bouger : en tant qu'allocataires et précaires, en tant qu'organisations de travailleurs du social ou de chômeur·ses, associations de solidarité, ou citoyen·nes solidaires qui refusent de croire au mythe de l'assistanat et à la politique anti-sociale**.

On n'est pas dupes : Lecomte est sourd aux revendications sociales comme l'ensemble de la Macronie. Mais localement, le Département a des locaux, des représentant·es, des partenaires auxquels on peut s'adresser.

C'EST POURQUOI NOUS INVITONS À TROIS RENDEZ-VOUS :

Le **4 décembre 2025 à 14h** devant la **Maison Nord Emploi**, rue Paul Duez pour un **rassemblement contre l'allocation sociale unique et contre la politique tyrannique du Département du Nord** envers ses allocataires.

Le **12 décembre à 16h** à l'**Anamorphose**, 48 rue du long pot, au **Café des Allocs**, pour organiser notre solidarité entre « CAFard·es ».

Le **18 décembre 2025 à 18h30** dans un lieu à confirmer pour une **Assemblée de Résistance au travail obligatoire (RATO)**. [lieu précisé sur le site <https://lille.demosphere.net>]

Le collectif Résistance Au Travail Obligatoire

Contact : rato59@hacari.com